



**A TOUS LES MEMBRES DES SYNDICATS
et en particulier aux délégués
du congrès fédéral de ver.di**

DITES NON !

Après que le congrès fédéral de la DGB en 2022, à l'instigation du comité directeur fédéral du DGB, et en violation de nos statuts et de nos résolutions, a décidé de dire "Oui ! *aux livraisons d'armes et au réarmement*",

cette décision doit maintenant être suivie, à l'**initiative du comité directeur de ver.di et avec l'accord du conseil syndical**, lors du congrès fédéral de ver.di : **Oui !** à une **logique de guerre**, qui, sous le **couvert d'un soi-disant "concept global de sécurité"**¹, préconise explicitement la "**sécurité militaire**", indirectement le "**réarmement et le surarmement**" et l'**engagement de soldats allemands dans des opérations de guerre** - "*ce qui est nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches dans la défense du pays et de ses alliances*", et tout cela sous le titre, qui masque le vrai fond : "**Perspectives pour la paix, la sécurité et le désarmement dans un monde en mutation**".

Avec beaucoup de mots et un appel à la "*responsabilité particulière*" des gouvernants, les délégués doivent lever la main pour le rapprochement des syndicats avec le gouvernement allemand, en particulier pour le soutien militaire à l'Ukraine. **Aujourd'hui, il s'agit de livraisons d'armes, y compris de bombes à sous-munitions interdites dans le monde entier, demain il pourrait s'agir de soldats !** Le programme de réarmement de 100 milliards décidé en interne dès 2018 n'est que partiellement rejeté, parce qu'il est "*exclusivement destiné à l'armée allemande*"; parce que le même gouvernement continue imperturbablement et sans complexe à appliquer le même programme néolibéral d'assèchement des services publics, comme tous les gouvernements précédents. Le "*réarmement et la montée en puissance de la Bundeswehr et de l'OTAN*" doivent simplement "*ne pas être illimités*".

C'est la **prosternation finale devant la logique militariste et l'exact contraire de nos convictions syndicales élémentaires** : **Nous sommes unis par le refus de penser en termes militaires**. Ceci est inversé par l'insertion d'un petit mot : "*Nous sommes unis par le rejet d'une pensée en termes **purement** militaires*".

**Nous, syndicalistes de ver.di, mais aussi d'IG Metall et d'autres
DGB, nous nous adressons donc aux délégués du congrès fédéral de ver.di :**

DITES NON !

**Ne levez pas la main pour un nouveau ralliement
des syndicats à la ligne de guerre allemande !**

Nous n'avons pas oublié ce qui s'est passé en 1914 : les directions syndicales de toute l'Europe ont envoyé leurs membres à la guerre, en violation de toutes les décisions prises auparavant, **soi-disant contre le tsar despote russe**, mais en réalité **pour le profit de Krupp, Thyssen et consorts**. En conséquence, la **paix du château** a été déclarée et **tout conflit de classe et de travail a cessé, le soutien aux grèves a été suspendu**.

¹ Tous les passages en italique cités sont le texte original de la proposition principale (voir les marques jaunes).

DITES NON !

à la proposition directrice pour le congrès fédéral de ver.di

- qui, par son "oui" aux « livraisons d'armes », viole nos statuts, qui nous obligent, dans leur article 4, paragraphe 3, lettre i, à "**combattre les tendances militaristes**", et ne tient pas compte de toutes les décisions claires et nettes que nous avons prises jusqu'à présent contre les livraisons d'armes.
- qui, avec son "oui" à « l'armement et au réarmement », viole notre déclaration de principe et fait et transforme ainsi en "bavardage d'hier" notre position mille fois réaffirmée en faveur du "**désarmement général**" et du "**droit** à la liberté d'expression de tous les êtres humains à la **protection contre la persécution, la torture et la guerre.** »
- qui fait comme si, avec l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, il y avait à nouveau la guerre en Europe pour la première fois depuis 1945, et qui néglige ainsi la **guerre d'agression de l'OTAN**, contraire au droit international, **contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999**, qui a été **bombardée jour et nuit pendant 78 jours** avec la participation de l'Allemagne.

Celui qui "oublie" tout cela fait partie du parti allemand de la guerre. Celui qui pense que les guerres actuelles dans le monde ont pour enjeu la "**liberté**" ou le "**despotisme**", l'"**agression**" ou l'"**autodéfense**", voire le "**droit des peuples et des hommes**", est déjà tombé dans le piège de la **propagande guerrière des deux parties**. Il n'a jamais été question de tout cela dans l'histoire et il n'en est justement pas question.

C'est pourquoi nous devons nous en tenir aux décisions prises les années précédentes.

Pas de livraison d'armes ! Pas de réarmement du tout ! ... mais le désarmement - tout de suite !

Notre position est et reste antimilitariste et internationale.

Pour nous, la leçon de notre propre histoire ne peut être qu'une seule décision :

- **Notre avenir n'est pas aux côtés du gouvernement allemand ou de tout autre belligérant.**
- **Notre avenir est aux côtés des travailleurs et des travailleuses, qui luttent en Italie et en Grèce contre les livraisons d'armes, et aux côtés des collègues en France, en Grande-Bretagne et dans le monde entier, qui ne cessent de s'opposer à la guerre et au transfert des coûts de la guerre, tous en grève pour protester contre les coûts de la crise et de la guerre.**
- **Notre solidarité va aux travailleurs, aux objecteurs de conscience, aux déserteurs et aux réfugiés d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie. et dans le monde entier !**

Rupture ouverte avec la "**paix sociale**" des dirigeants :

**NOUS NE PAYONS PAS POUR VOS GUERRES !
BAISSEZ LES ARMES - AUGMENTEZ LES SALAIRES !**

Luttons ensemble et de manière organisée pour cela !

Signez l'appel et envoyez votre soutien aux initiateurs/trices par mail à :

info@sagtnein.org ; par courrier à : SAGT NEIN!, Am Steg 1, 53757 Sankt Augustin

